

# Le Libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :  
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10<sup>e</sup>)Fondé en 1895 par  
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.  
ABONNEMENT : 6 mois, 140 fr. 1 an, 280 fr.

LE PREMIER MINISTRE DE LA QUATRIÈME RÉPUBLIQUE

**MULTIPLICATION  
DES PORTEFEUILLES  
DÉMULTIPLICATION  
DES BEEFSTEACKS**

## PAIX IMMÉDIATE AVEC L'INDOCHINE !

### Des "volontaires" partent de FORCE pour l'Indochine

(Une lettre)

**C**HERS CAMARADES, je viens vous parler du départ de Toulon du paquebot *Ile-de-France*, parti pour l'Indochine avec 8.000 hommes de troupes, dimanche 12 janvier. Ces prolétaires habillés en soldats ont été embarqués de force sur le paquebot et pour prévenir tout « incident », les autorités militaires du port avaient bien décidé de faire venir d'imposantes forces de gardes mobiles, non pas pour faire des adieux à ces pauvres malheureux, mais bien en prévision d'incidents qui n'auraient pas manqué de se manifester, étant donné le mécontentement qui s'était fait jour chez les partants.

Plusieurs protestations et des cris commencèrent à jaillir de ces candidats à la mort, mais la garde mobile était là, exécutant pour faire embarquer de force (le mot n'est pas de trop) tout ce monde.

J'ai vu de mes yeux faire monter un soldat, plus récalcitrant, tout le long de la passerelle, sous les coups de crosse des gardes mobiles, de telle sorte qu'il est arrivé à bord tout ensanglanté.

Il fut fait appel à la présence du général de Lattre de Tassigny pour prévenir, avec son autorité, de plus amples protestations. Aucun détail n'a donc été oublié en vue de ce départ qu'on prévoyait difficile.

La Seyne-sur-Mer, 14 janvier 1947.

### LETTRE OUVERTE à M. Vincent Auriol, président

Monsieur le Président, NOUS sommes, par votre nomination au poste de premier magistrat du pays, entrés dans l'ère de la Quatrième République. Vous êtes le premier socialiste à exercer, en France, les suprêmes fonctions politiques.

Vous disposez du droit de grâce. Nous aimons à croire que vous ferez de ce droit un usage qui supprimera pratiquement la peine de mort, en attendant qu'elle soit abolie légalement.

Le gouvernement actuel de la République française représente — ou prétend représenter — les aspirations populaires vers plus de justice sociale, vers une existence plus humaine et vers la conquête pour tous de la liberté, de la paix et du pain. Il se réclame des traditions de la Commune, des vœux universels de la Démocratie et des résolutions et doctrines du Socialisme International.

Nous rappelons au gouvernement et au peuple français les faits suivants :

1° La Commune de Paris, en mars 1871, a supprimé la peine de mort et brûlé solennellement la guillotine, marquant ainsi sa volonté d'ouvrir devant tous les hommes le chemin de la régénération et de la vie.

2° Toutes les révolutions populaires, en particulier en Russie (mars 1917), en Allemagne et en Europe Centrale (novembre 1918), en Hongrie (avril 1919) ont eu pour première mesure l'abolition de la peine de mort, tant en matière criminelle que politique ou militaire.

3° Les pays vraiment démocratiques, tels que la Hollande, la Suisse, la Belgique, l'Italie, le Danemark, les Pays Scandinaves, etc., avaient, dès avant la guerre, définitivement rayé la peine de mort de leur code pénal.

4° En Italie, en Allemagne, etc., la peine de mort n'a été rétablie que comme conséquence de la dictature sanguinaire du fascisme; le fascisme fait de la peine de mort un de ses principes essentiels et, par conséquent, quelconque est contre le fascisme est aussi contre la peine de mort.

5° Le VIII<sup>e</sup> Congrès Socialiste International, réuni à Copenhague en 1910, a adopté à l'unanimité et au nom de tous les partis socialistes du monde (y compris le parti bolchevick russe) une résolution dans laquelle il est dit :

« Les représentants du prolétariat organisé politiquement et syndicalement de tous les pays, délibérant à Copenhague, déclarent au prolétariat des partis socialistes et au prolétariat des partis communistes de la classe ouvrière, par toutes les juridictions officielles, civiles et militaires, ils invitent les représentants parlementaires de la classe ouvrière dans les Etats à exiger l'abolition de la peine de mort à chaque occasion. Leur action dans les parlements doit être telle que les lois politiques doivent être uti-

lisées pour déployer une propagande énergique dans les réunions politiques et dans la presse socialiste et ouvrière pour l'abolition de la peine de mort. »

Le gouvernement et la majorité du Parlement doivent à leurs principes, aux exemples dont ils se réclament et aux résolutions qu'ils ont signées, l'adoption immédiate d'un acte élémentaire d'humanité. Ils doivent abolir la peine de mort, résister aux sacrifices humains dont les religions jalouses ensanglantent leurs autels. Ils doivent abolir la peine de mort, qui frappe d'une manière irréparable des êtres dont les passions ou les crimes sont le résultat de tendances refoulées, d'une hérédité malsaine, et d'un milieu social injuste et inhumain. Ils doivent abolir la peine de mort qui arrache au condamné toute chance de salut et de rachat dans le progrès social et dans la révolution qui vient.

A BAS LA PEINE DE MORT !

### Soldats, ceux qui ne vont PAS mourir vous saluent bien

(Ordre du jour)

**A**UX officiers, sous-officiers, soldats et marins, aux personnels civils des armées de terre, de mer et de l'air, aux ingénieurs, personnels de maîtrise et ouvriers des usines de l'armement.

Je vous adresse, tant au nom du Gouvernement de la République qu'en mon nom personnel et j'adresse à vos familles, nos vœux les plus cordiaux pour la nouvelle année.

Nous souhaitons que chacun d'entre vous tire des progrès que notre pays a réalisés depuis sa libération les raisons d'espérer en son avenir.

Nous adressons aux troupes qui, en Indochine, ont la mission d'assurer la paix de l'Union française l'expression de notre affection et de la satisfaction du pays.

La France retrouve l'équilibre que donnent des institutions stables ; il faut que les organes de Défense Nationale soient l'expression de sa fierté républicaine et de la foi patriotique.

Les semaines à venir verront la mise sur pied d'une armée conforme aux vœux de la nation, à la fois populaire et douée des qualités techniques indispensables.

Nous attendons de vous le courage et la discipline dont ont besoin la France et la République.

Signé : André LE TROCQUER.

## Les dessous de l'utopique BAISSÉ DES PRIX

**L**E fait national du cabinet déchu fut la retentissante déclaration du magicien Léon Blum, décrétant rudement une baisse des prix de 5 %.

Désirer est une chose, pouvoir en est une autre. Le scepticisme populaire s'appuyait sur trop de précédents, sur trop d'espoirs déçus, sur trop de réalisme concret, pour ne pas être légitime. Déjà des voix, prophétiques, s'élevaient pour mettre le public en garde contre de trop fragiles espérances en dénonçant la présence toujours vivace des « lois d'airain », dont les répercussions s'opposent à ce mirage d'une baisse des prix.

L'expérience de la baisse, il est vrai, s'entoure d'une garantie primordiale : le succès de sa démagogie et l'impuissante expérience est liée à la collaboration des consommateurs. De sorte que l'échec certain sera mis au compte d'une incompréhension et d'une apathie des consommateurs. Le tour, s'il n'est inédit, n'est habile, est classique et ne saura tromper que celui qui veut l'être.

Aujourd'hui, l'accord des confédérations sur ce domaine, la patronale, l'agricole et l'ouvrière, donne un semblant de sérieux à cette mascarade éphémère. Mais l'impuissance et la démagogie de ces représentants peuvent être mises en évidence par cette simple question : seront-ils suivis par les adhérents de leurs organisations et par les professionnels non syndiqués, qui, pour la Confédération agricole tout au moins, forment la masse la plus nombreuse ?

L'expérience de la « Conférence économique » est assez vivante encore dans les esprits pour nous permettre

### La guerre et l'avion-fusée

Une dépêche d'agence nous informe qu'un avion-fusée de l'armée américaine, le « Bell 51 » a effectué ses premières essais. Après une vingtaine de vols préliminaires, il s'attaquera à la vitesse qui atteindra, selon les spécialistes, 2.400 kilomètres à l'heure !

Lorsque le bruit produit par l'avion, situé exactement au-dessus de notre tête et à 10 kilomètres de hauteur, nous parviendrait, le son mettrait environ 30 secondes pour nous être perceptible. L'avion sera 20 kilomètres plus loin de nous. C'est qu'il court à une vitesse double de celle du son, celui-ci faisant, au ras du sol, 340 mètres à la seconde ou 1.224 km.-heure.

#### DANS LA GUERRE QUI VIENT

Supposons cet avion repéré par le Radar d'une batterie de D.C.A. à 100 km. de celle-ci. Les ondes réfléchies sur l'appareil étant « lues » pour ainsi dire instantanément — ces ondes parcourent 297.000 km. l'heure — la batterie dispose pour lâcher sa bordée, et compte tenu de la vitesse de l'avion et celle de l'obus allant à sa rencontre, d'environ deux minutes. Le délai est plus que suffisant, chacun le sait.

Mais pour que la décharge soit efficace il faut admettre l'idée, absurde, que l'avion suit une ligne scrupuleusement rectiligne pendant au moins 50 kilomètres. Quel est donc le pilote assez fou pour tenir cette gageure ?

(Suite page 4.)

de répondre catégoriquement par la négative. Unanimement, les considérations et décisions prises à cette conférence par les divers représentants furent repoussées par la masse des adhérents. Au lieu de la baisse des prix dogmatique et rudement décrétée en vase clos, fut le refus vers les hautes vertigineuses sur les denrées alimentaires et les produits industriels. Une hausse légitime des salaires s'ensuivit. L'état d'esprit des masses a-t-il donc évolué depuis lors ? Rien ne permet de l'affirmer, au contraire. Un durcissement dans les esprits, un désenchantement compréhensible, voilà les caractéristiques actuelles de l'opinion publique. Or, M. Blum comptait avec le choc psychologique favorable, indispensable au succès de son entreprise, qu'il sait par ailleurs impraticable. Le choc psychologique faisant défaut entraîne l'échec de la tentative.

Il serait vain d'appeler les résultats dus à la politique belge en faveur de l'essai français. Les conjonctures sont diamétralement opposées : temps, psychologie et possibilités matérielles. Le succès belge — d'ailleurs fort contesté et contestable — ne peut, vu les circonstances spéciales des deux tentatives, être appelé à la rescousse.

Nous mettons le gouvernement — celui-ci ou un autre — au défi de pouvoir diminuer les prix des denrées agricoles. Or, ces dernières tenant une place prépondérante dans le budget ouvrier, toute autre baisse sur d'autres produits ne peut amener le résultat escompté. Les producteurs agricoles — dont les prix sont libres, rappelons-le — attendront la baisse des produits industriels pour en profiter. Les consommateurs à cette baisse ne se posent pas : on ne se met pas à dos la majorité des électeurs si l'on n'a aucun goût pour le suicide politique.

Les prix des matières premières et des produits de base ou ouvrés sont, d'après les industriels, au-dessus des prix normaux, et leur ascension doit logiquement et équitablement continuer un certain temps encore. Les dirigeants de la Confédération patronale peuvent bien promettre : ils savent qu'ils ne risquent rien, et leurs bénéfices ne sont pas.

La baisse de 5 p. 100 est donc impossible pour les denrées agricoles et produits industriels. Reste donc la baisse effective réalisable par les détaillants — autres lampistes en l'occurrence. Mais à qui fera-t-on croire que, sans un renforcement de la répression et du Contrôle économique, qui viendra de ce fait augmenter les dépenses de l'Etat, ces détaillants acceptent bénévolement une réduction de leurs bénéfices ?

La cause est entendue : la baisse est impossible, mathématiquement !

Mais, possible ou non, l'Etat s'en moque éperdument, car son but réel n'est pas de tenter une diminution du coût de la vie. Un échec dangereux se trouve sur la route du navire à demi naufragé. C'est la perturbation profonde créée par les revendications ouvrières actuelles. M. Blum, son parti et tous les autres partis furent d'accord tacitement ou non, avec le Grand Patronat, pour berner le Proletariat. Ils veulent lui faire subir les frais du redressement économique et monétaire envisagé, sinon par l'abandon impossible de ses légitimes revendications, du moins par une réduction massive de ses prétentions.

En lui promettant une illusoire baisse des prix, nos petits machiavels espèrent endormir la combativité naissante

du monde ouvrier. Ils sont assurés de l'appui des chefs de la C.G.T. qui trahissent sciemment, en toute connaissance de cause, les intérêts de ceux qui les ont placés aux fonctions qu'ils occupent.

Aux salariés de riposter efficacement en n'acceptant aucun amoindrissement de leurs si légitimes revendications, et, au contraire, en intensifiant leur action quotidienne jusqu'à son aboutissement seul créateur : la grève générale expriatrice.

Marcel LEPOIL.

### La Passion de "Notre Sauveur" (1937-1947)



Léon Blum « tombe » pour la deuxième fois.

## LES CAUSES PROFONDES des événements d'Indochine

**L'**ACCROISSEMENT prodigieux des besoins et l'expansion économique ont jeté le régime actuel dans toute une série de dilemmes angoissants. Cet accroissement qui, en définitive, est à l'origine de la décision du capitalisme disposé à mettre en valeur les terres neuves et, en ce qui concerne notre capitalisme national, les colonies et autres pays placés sous tutelle française. Veut-on nous permettre un exemple qui clarifiera la question ?

La production du caoutchouc s'est considérablement, extraordinairement accrue dans les dernières décades du fait de la demande, toujours croissante, des diverses sortes de véhicules automobiles. Mais l'essor inouï de l'automobile — et sa progression actuelle et future — n'est possible que grâce à un prix de vente de plus en plus à la portée des consommateurs. D'où la nécessité de réduire les prix de revient afin de permettre cette production gigantesque qui, elle, n'abaisse que le taux des frais généraux.

En d'autres termes, il devenait vital pour le constructeur français de se dégager le plus possible de la production étrangère pour toutes les matières premières entrant dans le cycle de la fabrication de l'automobile. Les achats à l'étranger, en effet, revenaient, revenaient très chers en raison de leurs paiements en or ou en devises, et l'on connaît tout le handicap du capitalisme français résultant d'une monnaie mondialement fort dépréciée.

Egalement intervient le salaire — plus ou moins élevé ou réduit suivant le degré d'évolution générale du pays vendeur. Il saute aux yeux de chacun que l'ouvrier de Detroit (U.S.A.) entend faire payer sa peine plus cherement que l'exploité des rives du TCHAD.

#### INDUSTRIALISATION COLONIALE

Ces deux considérations principales — car il en existe d'autres — les paiements en or ou en devises et le taux mondial des salaires, ont incité le capitalisme français à industrialiser les pays momentanément et arbitrairement placés sous sa férule. Sa prétendue mission civilisatrice — la seule excuse qui absoudrait ses féroces méthodes coloniales — apparaît ici dans tout son réalisme mercantile et intéressé.

L'emploi d'un prolétariat encore inconscient de sa valeur, ne demandant qu'une rétribution modique de son travail et la nécessité de se procurer des matières premières aux prix mondiaux inférieurs, est donc à la source de l'industrialisation incroyablement de l'Indochine, dont le peuple français ne peut imaginer, malgré tout ce qu'il en croit, l'importance et l'étendue immenses.

Du charbon tonkinois au caoutchouc cochinchinois en passant par les ciments indochinois, la liste est longue des industries, des mines, des plantations, des usines, des chantiers, des banques, des magasins, des centrales électriques où le capitalisme français a investi des sommes considérables, NON ENCORE AMORTIES.

Cette industrialisation a nécessité la construction de nombreuses centrales électriques pour fournir l'énergie indispensable. Pour les alimenter il a fallu accroître considérablement l'extraction de la houille indigène. La construction de réseaux de transports, tant ferroviaires que terrestres et maritimes, a englouti des sommes fantastiques en provenance —

pour la plupart — de la Métropole. A ces investissements, ajoutons ceux employés pour l'édification d'aérodromes, d'une utilité évidente en vertu de l'éloignement de ces pays.

#### LA BOURGEOISIE INDIGÈNE A L'ŒUVRE

Une formidable industrie de l'alimentation a été créée de toutes pièces, où la distillerie tient une place qui étonnerait dans nos régions climatologiquement favorisées. A toutes ces innovations — rapides et profondes — est venue s'ajouter la florissante branche du LUXE ou du SUPERFLU.

Or cette véritable révolution industrielle et économique a été financée par la Haute Banque Française, dans un but, nous l'avons vu, de mercantilisme forcené. Quoi d'étonnant à ce que le financier envoie le soldat défendre des biens qui, pour beaucoup d'entre eux, ne faisaient que débiter dans la fameuse « RENTABILITÉ » ?

La bourgeoisie indochinoise a aperçu rapidement les bénéfices — pour les possesseurs de moyens d'achat — de l'industrialisation. L'auto, l'avion, les spectacles, le confort, etc., lui sont apparus comme éléments indispensables d'une vie plus embellie et agréable. C'est tout un renversement de ses anciennes conceptions de la vie contemplative et millénaire que l'industrialisation de l'Indochine a entraîné.

(SUITE PAGE 2)

### Qu'en dit la Croix-Rouge ?

L'U. R. S. S. a donné simultanément son adhésion à la Croix-Rouge Internationale et au Comité International du Football (que les amateurs du ballon rond méconnaissent si je fais erreur sur le titre de leur organisme international).

Grande nouvelle s'il en fut ! Les adeptes du sport supputent déjà les belles parties en perspective et les militants se réjouissent d'avance des belles victoires de l'équipe nationale de l'U. R. S. S. sur les onze décadents du football bourgeois.

Gageons que la Croix-Rouge, ses belles madames à manières et ses présidents à monocles ne supputent rien du tout, et surtout pas d'aller voir ce qui se passe de l'autre côté.

En temps utile, on n'allait pas non plus à Dachau et Buchenwald. Les régimes allemands d'avant Munich en parlaient cependant de façon significative : mais ces messieurs de la Croix-Rouge n'avaient pas d'oreille pour entendre. On ignorait bien soigneusement que le peuple allemand y crevait de misère et de faim sous les foudres de S. S. Cela permettait de serrer la main du Ribbentrop au Quai d'Orsay (pas vrai, Monsieur Herriot ?) Les cris d'horreur commencent quand le beau monde de la Résistance s'en fut contempler d'un peu près Auschwitz et ses crématrices.

(SUITE PAGE 2)











